

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Dance floor

Les principaux médias et de nombreux citoyens portent au crédit d'Emmanuel Macron la dignité retrouvée de la fonction présidentielle. Sincère ou courtisane, la bévée est double :

- Depuis l'établissement du quinquennat, le président de la République en titre n'est plus qu'un super Premier ministre. La fonction arbitrale a disparu et l'hôte de l'Élysée n'est plus le garant de l'indépendance nationale.

- Quand le super Premier ministre joue au président de la République, il est dans le travail d'image.

Mais voici que l'image se brouille. Le chef jupitérien qui fait la morale à un jeune lycéen coupable de familiarité est « en même temps » celui qui s'affiche complaisamment avec son épouse parmi les rappeurs qu'il a invité à animer une soirée festive dans la cour d'honneur de l'Élysée. C'est « en même temps » celui qui dépense des sommes folles pour la vaisselle du Palais et qui veut faire installer une piscine au fort de Brégançon.

L'Élysée ? Un *dance floor* haut de gamme d'où partent les consignes de rabetage maximal des dépenses sociales, sous les applaudissements du patronat et de la Commission européenne, qui est la véritable donneuse d'ordres.

Immigration

Mythes

et

réalités

Espagne

Les défis
de Sanchez

p. 4

Idées

Les fabriques
de l'illusion

p. 9

Le modèle étatsunien

Face aux bouleversements déjà en cours et à ceux – nombreux – encore à venir dans le monde du travail du fait de la révolution numérique, plusieurs attitudes s'offrent à nous : les nier au risque d'être complètement... déconnectés, les affronter dans un combat perdu d'avance ou en anticiper les conséquences.

Un événement intervenu récemment et passé presque inaperçu (auquel seul le quotidien Les Echos s'est intéressé) vient confirmer l'urgence de prendre en compte les nouvelles formes de travail pour sauver notre système social attaqué par le patronat, notamment le secteur des assurances privées qui lorgne sur le pactole de la Sécurité sociale, malmené par les politiques et les réformes successives qu'ils imposent sans résultat, déstabilisé par des syndicats dépassés, fatigués, sclérosés, tentés par le renoncement ou en manque d'inspiration.

Dans son édition du 23 mai, le journal économique du groupe LVMH révèle que lors du sommet Tech for good sur « l'investissement des géants des nouvelles technologies en faveur du bien commun » organisé à l'Élysée le 23 mai dernier, Dara Khosrowshahi, le PDG d'Uber, a annoncé l'extension de la couverture sociale dont peuvent bénéficier

les travailleurs indépendants qui recourent à l'application de la start up californienne. Baptisé « protection partenaire », ce dispositif élargit le partenariat inauguré avec l'assureur Axa en octobre 2017 qui instaura une assurance gratuite pour les quelque vingt-mille chauffeurs Uber. Depuis le 1er juin, si, lors d'une course obtenue via l'application, le chauffeur est victime ou responsable d'un accident, il peut prétendre à une allocation forfaitaire de mille euros en cas d'hospitalisation, et à une indemnité journalière de 40 euros par jour (25 euros pour les coursiers d'Uber Eats également bénéficiaires de cette couverture), pour une durée de convalescence ne dépassant pas un mois. Un second niveau de garantie permet aux « partenaires » ayant effectué au moins cent cinquante courses pour Uber au cours des deux derniers mois (ou trente livraisons pour Uber Eats) de toucher, en cas de maladie ou d'accident en dehors du travail, une « compensation journalière » de 40 euros par jour sur un laps de temps allant jusqu'à deux semaines. Par ailleurs, un partenaire (chauffeur ou coursier) attendant un enfant percevra mille euros à la naissance. Ce nouveau dispositif s'applique à la France, mais aussi à vingt autres pays de l'Union européenne, et est entièrement financé par Uber qui se garde bien néanmoins de donner des éléments d'information sur le coût de la mesure.

On peut voir, dans cet arrangement, la volonté d'Uber de redorer son blason après les grèves de dé-

cembre 2016 et l'augmentation des taux de commissions, de fidéliser ses chauffeurs face à la concurrence et de répondre aux critiques l'accusant de faire reposer sur les seuls chauffeurs les risques liés à cette nouvelle forme d'activité qui remplace les salariés par des travailleurs indépendants. Mais il faut y voir aussi les prémices d'un nouveau modèle social qui trouve sa source d'inspiration aux États-Unis et qui repose sur l'entreprise. Outre-Atlantique, en effet, l'assurance maladie de la plupart des salariés est liée au contrat passé entre l'entreprise dans laquelle ils travaillent et un assureur privé à un coût souvent très élevé, et n'est pas transposable d'une entreprise à une autre. Résultat : la santé des Américains décline ainsi que l'espérance de vie, les inégalités et la pauvreté prospèrent, la population sans couverture augmente, les faillites personnelles se multiplient... Est-ce le système que l'on veut voir se généraliser en France à partir de l'exemple du partenariat entre Uber et Axa ? Certes, nous n'en sommes pas encore là, mais le risque est là, d'autant plus réel que les assureurs sont depuis longtemps à la manœuvre et que la logique de marché impulsée par les complémentaires gagnent du terrain. L'alternative consisterait à reconnaître aux travailleurs recourant aux plateformes numériques les mêmes droits qu'aux salariés et donc la même couverture sociale au nom du principe selon lequel tout travail doit créer du droit social, mais aussi les mêmes devoirs, dont celui de cotiser à une Sécurité sociale universelle telle qu'elle avait été initialement pensée à la Libération, mais jamais mise en place.

Nicolas PALUMBO

SOMMAIRE

P 1 - Cible : Dance floor - P 2 : Uber-AXA - Le modèle étatsunien - P 3 : L'école de madame Maréchal - Écho des blogs : Privatisations - P 4 : Espagne : Les enjeux d'une censure - P 5 : Inde : non-alignement - P 6 - 7 : Démographie : avec l'immigration - P 8 : Europe-États Unis : Le nouveau clivage - P 9 : Idées : Les fabriques de l'illusion - P 10 : 1914-1918 : La Marine au combat - P 11 : Brèves : Afrique du Sud, Roumanie, Népal, Espagne - Actualités de la Nouvelle Action royaliste Troisième liste des souscripteurs pour 2018 - P 12 : Éditorial : L'Union disloquée

L'école de madame Maréchal

Bénéficiant d'une fort belle publicité médiatique, Marion Maréchal a ouvert le 22 juin son école de formation. Grands mots. Grandes ambitions. Sous le regard bienveillant de jeunes et brillants capitalistes.

Pourquoi l'ouverture à Lyon de l'Institut des sciences sociales, économiques et politiques (ISSEP) est-elle un évènement ? Parce que c'est BFM TV qui le dit en consacrant les premières minutes de son journal de 13 heures, le 22 juin, à l'ouverture de l'école que dirige Madame Maréchal. Le choix des images et le ton du reportage disent bien que l'évènement est à situer dans le domaine du convenable – loin de la « lèpre » populiste dénoncée la veille par Emmanuel Macron.

Mais le fond de l'affaire ? On ne le trouvera pas dans le nuage des grands mots qui sont censés décrire le projet : « métapolitique », « offre pédagogique alternative », « casser l'entre-soi parisien ». L'ambition est de former une nouvelle élite, de partir à l'assaut de la « prison intellectuelle où les jeunes Français sont pris en otage ». Une prison construite par « la gauche » et qui sera détruite par une droite intellectuellement reconstruite. Madame Maréchal fait du Gramsci, comme naguère Alain de Benoist, l'idéologue de la Nouvelle droite.

Bien entendu, Madame Maréchal affirme ne pas s'inscrire « dans une stratégie à plusieurs bandes dont l'école serait un tremplin personnel » tout en espérant que la recomposition des droites puisse passer par la « métapolitique » - donc par elle. C'est beau comme l'antique mais si l'on va se promener dans les sous-sols de la « métapolitique » maréchaliste, on voit se dessiner une alliance entre la droite catholique (Jacques de Guillebon, directeur de « L'Incorrect »), l'extrême droite villiériste (Patrick Louis, co-directeur du comité scientifique de l'ISSEP avec Guillebon) et la frange droitiste du patronat ultralibéral. Qui ça ? L'homme d'affaire Charles Beigbeder, l'un des principaux actionnaires de « L'Incorrect », Pierre-Edouard Sterin, homme d'affaires libertarien, ou encore Thibaut Monnier, dirigeant d'une société immobilière et secrétaire du Front national en Isère.

Sous la métapolitique, pas mal de pogon. Mais du pogon de droite, moral et enraciné. Tout pour plaire à l'électorat de Laurent Wauquiez.

Sylvie FERNOY.

Privatisations

Le gouvernement présente actuellement à l'Assemblée Nationale son projet de loi Pacte qui va lui permettre de privatiser des entreprises indispensables à l'intérêt général. Sur le site Médiapart, Romaric Godin dénonce les arguments fallacieux avancés pour justifier ces privatisations.

Dans un premier temps, il nous rappelle quelles sont les 3 premières entreprises concernées et ce que cela annonce : « Aéroports de Paris (ADP, détenue à 50,6 % par l'État), la Française des jeux (FDJ, détenue à 72 % par la France) et Engie (société issue de la fusion entre GDF et Suez et dans laquelle l'État possède 24,1 % du capital). Diverses lois prévoyaient jusqu'ici une forme d'incessibilité de ces participations de l'État : ces provisions disparaissent avec la loi Pacte. Cela rappellera, au passage, à ceux qui ont voté l'incessibilité de la SNCF que ce type de garantie peut avoir une vie très courte... ». Puis il démonte un à un les pseudo-arguments du gouvernement, dont le premier est « ...la vieille lune du privé plus performant que le public, (...) l'État [n'ayant] pas vocation à diriger des entreprises concurrentielles à la place d'actionnaires qui ont les compétences et les savoir-faire pour le faire mieux que lui ». Sa démonstration est convaincante : « ...La FDJ est un monopole d'État sur ses activités de loterie et de jeux de grattage et n'est donc pas une « entreprise concurrentielle » à proprement parler (...) et l'inefficacité de l'État actionnaire n'est pas patente, puisque l'entreprise est le quatrième acteur mondial de ce marché et a pris le virage d'Internet. La remarque vaut aussi pour ADP, qui est un acteur en bonne santé et ne semble pas souffrir du manque de compétences de son actionnaire majoritaire. Quant à Engie, l'entreprise est déjà majoritairement dans les mains d'actionnaires privés qui n'ont, en soi, aucune « compétence » ni aucun « savoir-faire » : ce sont des acteurs financiers... ».

Puis il s'attaque au deuxième argument, à savoir « ... selon Bercy, un tiers des fonds [reçus] seront consacrés à des projets venus du terrain (...) et deux tiers à des projets définis comme prioritaires par le gouvernement (intelligence artificielle, nanotechnologies, etc.). Tout cela ressemble à un vague saupoudrage sans véritable cohérence. Qui peut croire qu'une ou deux centaines de millions d'euros par an permettront à la France de récupérer son retard dans ces technologies alors que la Chine investit 2 milliards d'euros par an ? » et rappelle à juste titre que « l'État joue un rôle primordial dans l'innovation et, partant, dans la création de valeur de l'économie. (...) et cela ne peut se faire que par des investissements massifs dans la recherche fondamentale » avant de conclure « ... une chose semble désormais certaine : à plusieurs titres, l'intérêt général est sacrifié avec ces opérations ».

Loïc de BENTZMANN

Les enjeux d'une censure

Pedro Sanchez était plus prêt qu'on ne le dit à succéder à Mariano Rajoy et à la reprise en main de quelques dossiers.

C'est pour une affaire de corruption qu'est tombé Mariano Rajoy, après que son parti ait été mis en cause par la justice pour avoir mis en place un « système institutionnel de corruption », engageant la responsabilité de son parti. Une drôle d'alternance a donc eu lieu, qui s'est jouée en quelques jours et sans qu'on ait eu à recourir à de nouvelles élections. Tout était bien préparé, du côté du nouveau Premier ministre, Pedro Sanchez. La presse espagnole a révélé, ces derniers jours, qu'un professionnel de la communication était à l'ouvrage. la méthode Trudeau - ou Macron, selon les écoles - fait tâche d'huile. Ivan Redondo, consultant politique qui avait déjà géré les carrières politiques de trois personnalités du camp d'en face - des barons du parti Populaire (PP) - n'est pas un militant : « il travaille pour ses clients comme le ferait un avocat ou un économiste », signale le directeur adjoint de *La Vanguardia* (1). En conséquence, la composition du nouveau gouvernement a été faite en un temps record. Depuis quelques mois, l'ambitieux Pedro Sanchez, qui devait laver l'affront d'une première tentative d'investiture frustrée par l'intransigeance du chef de Podemos Pablo Iglesias, au printemps 2016, puis par la révolte des barons qui l'avaient chassé de la tête du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), sondait les uns et les autres.

Mais quelles peuvent être les ambitions d'un gouvernement socialiste, « féministe et européiste » qui ne dispose que de 84 députés dans une chambre qui en compte 350 ? Tout

d'abord, de ressusciter l'esprit de ce qu'on appelait naguère en France la « gauche plurielle ». Parce qu'il s'agit de bien comprendre que l'état d'esprit des électeurs de gauche a changé du tout au tout, en quelques jours. L'interminable règne de Mariano Rajoy, auquel les sondages voyaient déjà succéder Albert Rivera - dont le parti, Ciudadanos, faisait bloc avec le PP de Mariano Rajoy sur de nombreuses questions - les plongeait dans une profonde



Le roi, le Premier ministre et le président catalan

dépression. Aujourd'hui, c'est un nouveau cercle vertueux qui semble s'ouvrir pour la gauche, qui est en mesure de forcer le destin. Très peu à l'international, puisque la soumission à Bruxelles et à Berlin a été réaffirmée et que la voie envisagée, en matière de politique économique, est celle rassurante suivie par le Portugal. Beaucoup, en matière de politique intérieure, ont l'agenda a été récemment marqué par d'imposantes manifestations de retraités ou de femmes. Dans le respect du carcan européen, c'est bien sûr de mesures surtout symboliques dont on se contentera : l'égale durée des congés de paternité et de maternité, la revalorisation des pensions ou l'abrogation de la fameuse « loi bâillon », qui limite les libertés publiques et le retentissant accueil de l'*Aquarius* dans le port de Valence, municipalité aux mains de Compromis, un mouvement allié de Pode-

mos. L'annonce du prochain retrait de la dépouille du dictateur Franco du mausolée où elle repose encore est un autre signe du changement.

Depuis la Catalogne, une nouvelle lettre au roi vient d'être adressée, après celle envoyée il y a quelques mois par Ada Colau et d'autres élus (2). Quim Torra, nouveau président de la *Generalitat* et ses deux prédécesseurs, Artur Mas et Carles Puigdemont, interrogent la Couronne. « Il y a des institutions qui, en démocratie, doivent être garantes de l'égalité et de la protection de tous les citoyens. À plus forte raison une monarchie constitutionnelle, déjà bien entrée dans le XXI^e siècle et une Union européenne où il existe des modèles exemplaires d'une telle attitude ». La missive a immédiatement été renvoyée par la Maison du roi aux services du Premier ministre, puisque le monarque ne peut publiquement prendre position dans un débat politique. Et il est probable que, plus qu'une réponse à leurs exigences, les indépendantistes catalans attendent avant tout un geste, de la part d'un Philippe VI accusé de n'avoir été jusque là que le porte-parole de la droite. On attend désormais qu'il prononce le mot « dialogue », qui a déjà été utilisé par Pedro Sanchez. Le nouveau Premier ministre devra cependant choisir entre deux tendances représentées au sein de son gouvernement : celle incarnée par Josep Borrell, le nouveau ministre des Affaires étrangères qui est un ennemi juré des indépendantistes, et celle conciliante de Meritxell Batet, en charge des relations avec les régions autonomes.

Un peu comme dans l'Angleterre de Victoria et de Bagehot, en effet, c'est dans les rangs de ses adversaires que l'on trouve les meilleurs théoriciens de la monarchie constitutionnelle.

Christophe BARRET

(1) Cf, Enric Juliana, « El contrato del dibujante », *La Vanguardia* du 8 juin 2018.

(2) Sur cette première « Lettre au roi », cf. *Royaliste* n° 1129.

Non-alignement

La politique étrangère de l'Inde demeure axée sur les lignes fondatrices du non-alignement. Celui-ci retrouve des couleurs face à la complexité croissante des relations internationales.

Pendant que l'attention était fixée sur le fiasco du sommet du G 7 (sommet des pays les plus industrialisés qui ne le sont plus) au Québec, les 7-8 juin, un autre sommet se tenait en Chine à Qingdao les 9 et 10 juin, un G 8 groupant la Chine, la Russie, quatre républiques d'Asie centrale ex-soviétique, le Pakistan et l'Inde, avec l'Iran comme invitée : l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS). L'Inde et le Pakistan ont rejoint le groupe l'an dernier, ensemble, ce qui, compte tenu de l'inimitié des deux Etats, est déjà un succès diplomatique pour l'OCS. L'Inde avait boudé le vaste projet chinois des « routes de la soie » qui privilégie son voisin pakistanais. New-Delhi était déjà inquiet du « collier de perles », un réseau de facilités portuaires qui l'enserrait côté mer. Le complexe d'encercllement était d'autant plus justifié que Pékin reprenait la poussée par le haut, sur les pentes de l'Himalaya, où les deux armées se firent face plus de deux mois à l'été dernier. La Chine dispute l'influence indienne dans ses plus proches « protectorats » du Népal, du Bhoutan, et, en mer, des Maldives.

La tentation serait grande dans ces conditions pour l'Inde de rechercher des alliés pour contrer la puissance chinoise. Les Etats-Unis depuis Clinton ont courtisé les dirigeants indiens successifs. Trump a dit ses quatre vérités au Pakistan islamique, ce qui a eu pour effet non de rapprocher New Delhi et Washington mais Islamabad de Pé-

kin et... de New-Delhi. Le Japon suit la même direction que la diplomatie américaine. Le relais occidental dans la région qui s'affirme de plus en plus, l'Australie, a introduit (via ses cercles de réflexion stratégique spécialisés sur le sujet), le concept d'espace indo-Pacifique pour remplacer celui, jusqu'alors convenu, d'Asie-Pacifique, privilégiant la continuité maritime entre le Pacifique sud et l'Océan indien (via Singapour!) et prétendant concurrencer une hégémonie chinoise continen-



tales et, en mer, centrée sur la mer de Chine. Trump l'a avalisée lors d'un déplacement au Japon en novembre 2017. La France, dont on reconnaît la légitimité dans la zone de par sa présence à la Réunion et à Mayotte... et à Djibouti, verrait également d'un bon oeil un partenariat stratégique avec l'Inde. En mars dernier, lors de la visite du président Macron, les deux pays se sont accordés un accès mutuel aux bases militaires navales de l'autre, une grande innovation. La France, toujours à l'affût du marché indien d'armement, l'équipement des forces armées indiennes, essentiellement russe – et même soviétique – étant en effet devenu largement obsolète, il n'est pas pour autant question pour l'Inde de se couper des approvisionnements russes, ni de ce contrepois autrement stratégique. Si donc Moscou et Pékin s'entendent, comme c'est le cas au sein de l'OCS, New-Delhi peut aussi s'entendre avec Pékin, plus exactement Modi avec Xi !

C'est ce qui est arrivé puisque, rompant avec une longue période de tension et d'indifférence mutuelle, les deux hommes se sont rencontrés deux fois en moins de deux mois : une visite bilatérale à Wuhan les 27 et 28 avril, tournant apparemment capital dans leurs relations, suivie de la participation de Modi au sommet de l'OCS. Ils se reverront en 2019 en Inde mais avant cela d'autres rencontres sont prévues dans un cadre multilatéral puisque, outre l'OCS, les deux pays – les trois avec la Russie – font également partie, avec le Brésil et l'Afrique du Sud, des BRICS, regroupement encore assez lâche des grands pays dits « émergents », dont le prochain sommet se tiendra à Johannesburg (Afrique du Sud) à l'été, et du G 20, désormais plus crédible que le brinquebalant G 7, et présidé actuellement par l'Argentine, avec un sommet prévu à la fin de l'année, une première en Amérique du Sud. Ainsi se trouve manifestée la solidarité du Sud, de l'Inde à l'Afrique du Sud et à l'Argentine, un axe improbable qui fut pourtant celui hier du mouvement afro-asiatique.

Si la population de l'Inde dépassera bientôt celle de la Chine, son économie n'est que le cinquième de celle-ci. Leurs dépenses militaires respectives, à peu près équivalentes en 1990, obéissent désormais au même ratio de un à cinq. Les forces indiennes restent néanmoins parmi les cinq armées les plus fortes au monde, mais l'une des plus éclatées sur ses énormes frontières terrestres et maritimes. La plus grande démocratie au monde, le plus grand Etat fédéral et le pouvoir culturel (cinéma et variétés mais aussi religieux et spirituel) le plus influent, une Athènes brahmanique face à la Sparte communiste, l'Inde retrouve tout naturellement la voie du Pandit Nehru des grandes années et les vertus du non-alignement.

Yves LA MARCK

(1) Ex-concession allemande de Kiautshou (ou Tsingtao) dans la péninsule du Shandong entre 1898 et 1914.

Avec l'immigration

Nous attendions le livre du démographe François Héran, « Avec l'immigration » (1), avec d'autant plus d'impatience qu'il traite d'un sujet sensible sur lequel on dit beaucoup de bêtises.

Cela fait des années qu'à la NAR nous suivons avec grand intérêt les travaux des démographes de l'INSEE et de l'INED (François Héran, Emmanuel Todd, Gilles Pison...) et que la revue « Population et sociétés » n'a plus de secret pour nous. Nous avons ainsi pu comprendre, chiffres à l'appui, le rôle que les dynamiques démographiques jouaient dans l'évolution de notre société. Nous avons aussi découvert avec consternation à quel point les données et travaux de ces chercheurs étaient méconnus, ou pire, complètement travestis.

En lecteurs attentifs de la remarquable enquête TeO « Trajectoires et Origines » (2) de l'INED, nous savions par exemple que les statistiques démographiques en France permettaient depuis longtemps de couvrir toutes les questions que l'on pouvait se poser sur l'immigration. Alors, entendre de la bouche des plus hauts représentants de l'État que les statistiques « ethniques » sur l'immigration sont « tabou » et interdites en France, voilà qui démontre chez nos élites, au mieux une incompetence crasse, au pire une mauvaise foi cynique. Et comme le sujet de l'immigration est l'un des plus cliquants du moment, puisqu'il touche au cœur même de notre société, face aux déclarations tonitruantes et aux actions politiques erratiques, il devenait essentiel d'avoir un guide reconnu pour nous en expliquer les arcanes. Voilà chose faite.

Il y a trois histoires dans ce

livre : celle de l'immigration et des politiques qui l'ont accompagnée, celle de l'instrumentalisation voire de la falsification des chiffres et des travaux. Et celle de la société française devant l'intégration des immigrés, avec ses succès et ses échecs.

Les deux premières sont à lire et à méditer car elles permettent de voir les grosses ficelles, les objectifs sous-jacents, la toute-puissance des idéologies, de droite comme de gauche, qui filtrent la réalité, « comme si la seule alternative était l'indifférence dilettante ou la polarisation obsessionnelle ». Elles démontent aussi la pauvre crédibilité des experts auto-proclamés. L'auteur nous décrit le cas exemplaire d'Eric Zemmour, qui nous laisse pantois devant une telle accumulation d'ignorance, de mauvaise foi, d'insultes gratuites. Voilà qui nous force à conclure que M. Zemmour est, soit un menteur et falsificateur éhonté, soit un ignorant incapable de comprendre un texte ou des chiffres même les plus simples.

Mais c'est la troisième histoire qui nous intéresse, car elle fournit des éléments solides et des réponses claires aux questions sur les dynamiques des populations en France, à partir desquelles nous pouvons enfin construire une politique de l'immigration au sens complet du terme. C'est elle que je voudrais résumer ici.

Cela commence par quelques chiffres de base à conserver en mémoire, pour bien comprendre le dossier. Parmi les 500 millions d'euro-péens, nous sommes 67 millions de français (Outre-Mer inclus), dont 8 millions d'immigrés et 9 millions d'enfants d'immigrés nés en France. Chaque année depuis le début du siècle et de façon remarquablement régulière, 200 000 immigrés non-européens entrent en France et 50

000 en sortent, quelles que soient les politiques des gouvernements successifs. La fécondité des immigrées (3,4 enfants par femme) reste supérieure à celle de la population majoritaire (1,8) mais, étant données leurs proportions respectives, n'ajoute à la fécondité totale du pays que 0,1 enfant, soit au total 1,9. En tout, l'immigration représente à l'heure actuelle un quart de la population vivant sur le territoire. Enfin il faut aussi garder en mémoire ce que cela donne en proportions, et ne pas oublier que 200 000 personnes représentent 0,3 % de la population ; et que les fameux 24 000 réfugiés à accueillir, qui ont fait bondir la droite, c'est 0,02 % soit, comme l'indique l'auteur, deux sièges de plus dans un stade de 10 000 places.

A partir de ces chiffres, la première conclusion est des plus évidentes : « Malgré toutes les difficultés, la greffe prend. (...) un quart de la population est liée à l'immigration, dont une moitié environ (1/8ème) a une origine musulmane (ce qui ne veut pas dire nécessairement une pratique religieuse). Dès lors qu'on atteint de telles proportions, il devient absurde de dire qu'un quart ou même 1/8ème de la population vivant en France, française dans sa grande majorité, ne serait pas intégrée (...) Nous n'avons plus à être pour ou contre l'immigration : elle fait partie du paysage ordinaire ». Ajoutons un point illustratif : on parle beaucoup des première et deuxième génération, sans dire un mot de la troisième. Pourquoi ? Parce que, nous fait comprendre TeO, elle s'est entièrement fondue dans la masse et n'apparaît pratiquement plus comme telle. Quant aux immigrés de quatrième génération (dont l'auteur de ces lignes et probablement 90 % des français), ils ne savent même plus qu'un de leurs ancêtres était étranger.

Ce n'est donc pas l'immigration elle-même qui doit être considérée, mais les conditions qui permettent son intégration. Et le chantier est vaste et difficile. Il faut d'abord le



circonscrire, et malheureusement les prises de position des responsables politiques ne nous aident pas : ils ne savent pas de quoi ils parlent. Incidemment cette incompétence n'est pas limitée au dossier de l'immigration mais s'étend à tous ceux qui réclament un minimum de culture statistique ou scientifique : les écologues en savent quelque chose. Je ne peux que souscrire à l'analyse désolée sur « la formation limitée du personnel [politique] français (...) : pas de thèse, une formation généraliste fournie par l'ENA, la méconnaissance des statistiques de base, une culture historique réduite à des clichés : cela fait beaucoup de lacunes... ».

Il faut donc commencer par le commencement. Et se fonder sur deux réalités. D'abord celle de notre société qui, « malgré ses fractures, est encore liée par des principes communs non négociables, sans lesquels elle n'existe plus en tant que société ou nation. La France a souscrit un certain nombre de textes normatifs porteurs de valeurs universelles qui ne sont pas de simples objets d'opinion : ils nous engagent sur le long terme ». L'absence de tout critère de sélection, qui mène à accepter sans réflexion toute tradition étrangère, ce qui aboutit en général à l'officialisation du communautarisme, serait littéralement mortelle pour la France. Deuxième réalité, celle de l'immigration : « la volonté la plus farouche n'est

d'aucun secours si elle fait fi des ressorts élémentaires du comportement (...). L'immigration fait partie de ces réalités humaines complexes qu'on ne saurait maîtriser par la seule magie du verbe ». L'intégration fonctionne, mais sous certaines conditions : que l'on ait clairement établi ce qui n'est pas négociable dans notre civilisation, ce qui, en miroir, permet de voir tout ce qui peut être changé, voire enrichi, dans notre culture ; que l'on donne du temps au temps, car ce n'est que dans la durée que l'intégration se fait : exiger d'un immigrant qu'il soit déjà complètement imprégné de notre culture avant même d'entrer sur le territoire est absurde. Enfin, que l'égalité réelle des chances soit garantie, tout particulièrement pour la deuxième génération qui est celle qui ressent le plus les discriminations (réelles) dont elle est la victime.

Cela passe par toute une série d'actions à entreprendre, et François Héran nous en dresse une première liste : conditions d'entrée, contrôles à effectuer, organisation de l'accueil et de l'intégration, enseignement des droits et des devoirs, lutte contre la discrimination, formation, répartition sur le territoire, souci du destin de la deuxième génération, suivi des réussites et des échecs de l'intégration dans les sphères économique, sociale, éducative, linguistique, culturelle, civique ; analyse de la façon dont les religions

intègrent les valeurs universelles et les droits fondamentaux ; anticipation des grands mouvements de réfugiés, etc.

Depuis une vingtaine d'années, disons depuis la première loi Pasqua de 1993, une loi est votée tous les deux ans en moyenne pour durcir les conditions d'entrée du séjour et renforcer la lutte contre l'immigration clandestine. Beaucoup d'entre elles sont utiles. Mais il faut prendre garde, dans cette frénésie législative, à ne pas toucher aux lois essentielles qui fondent notre pays, et François Héran insiste tout particulièrement sur l'accès à la nationalité, laquelle s'obtient en France par trois voies : (1) enfant né en France ou à l'étranger de parents français (droit du sang), (2) né en France d'au moins un parent né en France (double droit du sol), (3) acquisition à la majorité, à condition d'être né en France, d'y avoir vécu au moins 5 ans après sa onzième année et d'y vivre au moment de la demande (droit du sol simple différé) : « Notre législation (...) ouvre plusieurs voies d'accès à la nationalité. Fermer l'une d'elle ou la remplacer par un test destiné uniquement aux enfants d'étrangers non natifs, c'est briser la logique unitaire d'une construction à la fois souple et unifiée, parfaitement adaptée aux réalités de la France d'aujourd'hui. C'est, finalement, ne rien comprendre à la logique profonde de notre droit à la nationalité ».

Avec, contre ou sans nous, l'immigration se fera et une intégration aura lieu. Laquelle ? C'est tout le sujet du chantier en cours. A nous d'agir pour que ce qui est une réalité deviennent une chance pour notre pays. François Héran nous montre que c'est faisable. « Ni pour ni contre l'immigration. Avec elle, tout simplement ». Que dire de plus ?

François VILLEMONTAIX

(1) François Héran, *Avec l'immigration : Mesurer, débattre, agir*. Éditions La Découverte, 2017 (les citations sont en italique)

(2) *Trajectoires et Origines. Enquête sur la diversité des populations en France*. Éditions INED, Paris, 2015

Le nouveau clivage

Dans l'Union européenne comme aux États-Unis, les récentes consultations électorales confirment la radicalité de l'affrontement entre ceux qui profitent de la mondialisation ultralibérale et ceux qui en subissent les effets.

Longtemps, très longtemps, les cartes électorales ont traduit en diverses couleurs l'opposition structurelle entre la droite et la gauche, masquant les divergences et les oppositions qui existaient dans chacun des deux camps. Spécialiste des études d'opinion, Jérôme Fourquet met en évidence le nouveau clivage qui a résulté du référendum britannique, des élections présidentielles aux États-Unis et en Autriche, de l'élection présidentielle de 2017 en France.

Bien entendu, il faut se garder de tout schématisme. Les pays étudiés gardent leurs traits spécifiques tout particulièrement les États-Unis où le vote ethnique a un impact considérable et où la peur du « grand remplacement » de la majorité blanche par les minorités noires et latino n'est pas un fantasme. La France, où le vote ethnoculturel est limité à quelques villes et départements, connaît quant à elle des spécificités régionales - en Corse, en Nouvelle-Calédonie - qu'on aurait tort de négliger.

La prise en compte de ces spécificités n'interdit pas de relever des analogies frappantes dans les comportements électoraux observés ces deux dernières années de part et d'autre de l'Atlantique. Le nouveau clivage est la somme de plusieurs fractionnements qui se sont opérés sur un même territoire. Jérôme Fourquet observe des fractures éducatives, sociales et territoriales qui engendrent une opposition de plus

en plus nette entre le groupe dominant minoritaire, bénéficiant d'un bon niveau d'éducation, résidant dans des grandes villes, dans des communes privilégiées ou à l'étranger, occupant des postes d'encadrement ou de direction et le groupe majoritaire des dominés, peu ou pas diplômé, relégué sur des territoires désindustrialisés, au chômage ou astreint à des tâches d'exécution et directement confronté à des populations immigrées.

Les citoyens défavorisés, humiliés, relégués dans la France périphérique et en proie à l'insécurité culturelle ont de moins en moins tendance à épouser les projets du milieu dirigeant et à se plier à ses injonctions. Les partis politiques de l'*establishment* et les médias continuent de dénoncer le populisme, le danger nationaliste et protectionniste, la grossièreté des tribuns de la plèbe, mais ils n'ont pas été écoutés en Grande-Bretagne, aux États-Unis, en Autriche et depuis peu en Italie.

En Grande-Bretagne, ce sont les anciennes régions minières anglaises et galloises, les zones périphériques, les quartiers défavorisés des métropoles, les populations sédentaires et peu diplômées qui ont voté en faveur du Brexit. Aux États-Unis, les États industriels victimes de la mondialisation et le bassin charbonnier des Appalaches se sont ralliés à Donald Trump, qui a également bénéficié, comme les partisans du Brexit, du vote des victimes de la crise de 2008. Le sentiment d'avoir été abandonné ou trahi par la caste dirigeante est l'une des causes du vote populiste. Un sentiment d'autant plus fort que certains candidats - Hillary Clinton, Emmanuel Macron - ne cachent pas leur mépris pour les gens d'en bas.

La France connaît la même fracture et le même type d'affrontement. La droite et la gauche classiques

ayant été écartées, le deuxième tour de la présidentielle a vu s'affronter le candidat de la France d'en haut et la candidate de la France d'en bas. Emmanuel Macron fut et demeure le représentant de la France des nomades, des gagnants, des quartiers riches des grandes métropoles, des communes touristiques et des terres viticoles. Marine Le Pen a bénéficié du vote ouvrier, du soutien des victimes du déclassement, des sédentaires assignés aux zones désindustrialisées et aux territoires ruraux à l'abandon. Aux États-Unis comme en France, la thématique anti-immigration répond au sentiment très réel d'insécurité culturelle et concentre sur un point précis un désir beaucoup plus large de défense de la nation, qu'il s'agisse de l'économie ou du rang de la France. Le mouvement lepéniste n'a jamais su formuler un projet cohérent de reconquête de la souveraineté mais cela ne l'a pas empêché de capter une grande partie du sentiment patriotique sacrifié par les socialistes et les diverses variantes de la droite sur les autels de « l'Europe » et de la mondialisation. L'égoïsme de caste des oligarques de toutes tendances a produit le clivage entre mondialisme européiste et national-populisme qui gagne peu à peu les pays membres de l'Union européenne.

Jusqu'en 2016, les oligarques pensaient qu'ils arriveraient toujours à vaincre les populistes en jouant sur la peur de l'aventure. Ce pari est de plus en plus souvent perdu et la victoire d'Emmanuel Macron semble bien avoir été obtenue à contre-courant. Sa base électorale est faible et tend à se réduire alors que sa politique n'est pas destinée à résoudre les problèmes de désindustrialisation, de déclassement, de fracture territoriale et d'immigration. La division de ses adversaires est son seul atout. Un tout petit atout à l'heure où l'Union européenne se disloque et où les politiques commencent à redevenir nationales.

B. LA RICHARDAIS

(1) Jérôme Fourquet, *Le nouveau clivage*, éditions du Cerf, 2018.

Les fabriques de l'illusion

Nous prenons les dirigeants politiques au sérieux, même, et surtout, quand nous les combattons. Hélas, il nous faut avouer que nous les prenons trop au sérieux. Nous croyons qu'ils sont porteurs d'idées et de projets, qu'ils défendent dans leurs campagnes électorales en utilisant les techniques de la propagande électorale. Ces dirigeants, qui incarnent un projet, une classe sociale, une nation, existent toujours dans le vaste monde. Mais la culture réputée « occidentale », en fait étatsunienne - produit une catégorie de gouvernant qui est le pur produit de la communication. Une communication qui ne cesse de raffiner ses pratiques, en puisant dans l'immense réservoir des technologies de pointe. Barack Obama et Donald Trump, Matteo Renzi et Emmanuel Macron sont les produits de cette communication.

Prenons Emanuel Macron. On nous répète qu'il ne fait qu'appliquer son programme, dont nous étions prévenus. Ce n'est pas toujours exact mais là n'est pas l'essentiel. Les thuriféraires du président des riches oublient de nous dire que le fameux programme a été produit par des algorithmes. Au cours de leurs rencontres avec les citoyens, les marcheurs ont constitué un stock de réflexions et de propositions qui a été traité par algorithmes. Le programme macronien est sorti des machines, de même que la panoplie de répliques pour débats publics, les discours des adversaires – Marine Le Pen au deuxième tour – étant disséqués par voie informatique. Le candidat devient dès lors un récitant, qui soigne sa diction et sa gestuelle dans des décors soigneusement agencés. Un candidat de gauche, dit-on, a tenté de rivaliser avec Macron grâce à son propre programme algorithmique mais il avait beaucoup moins d'argent que son adversaire et il a subi un échec cinglant.

La production informatisée de programmes électoraux n'est pas le seul élément d'anéantissement du débat politique. Ronald Reagan doit une part de ses succès aux communicants (spin doctors) qui ont été capables de masquer la faiblesse intellectuelle et la médiocrité rhétorique de l'ancien acteur par des scénarios bien écrits et par des mises en scène héroïques. C'est ainsi qu'on entra dans l'ère des fake news – des nouvelles falsifiées – puisque les communicants avaient pour mission de tordre la réalité, de la faire turbuler (to spin) pour que l'impression produite devienne la vérité du moment. Ces techniques de communication se sont répandues en Europe de l'Ouest – Jacques Chirac excella dans ce domaine – et la Communication en tant que telle devint critère et fin en soi, en lieu et place du jugement poli-

tique sur l'art de gouverner. Pour être bon, disait-on dans les années quatre-vingt, il suffit de « bien passer » à la télévision. Le candidat est tel qu'il est perçu et cette perception est fabriquée par les communicants.

Au début des années 2000, avec George W. Bush puis Barack Obama, on entra dans l'ère du storytelling. Le bon candidat, ce n'est plus seulement celui qui est bien perçu, c'est celui qui fait croire à son histoire. On ne communique plus seulement avec des messagers, on communique avec des histoires et on fait croire que le candidat est une histoire. Là encore, on est avant l'heure dans la fake new : l'histoire du candidat ou du président mélange l'information et le divertissement, le vrai et le faux comme dans tout mensonge. On se souvient de Bush costumé en pilote, toujours en lutte contre les sauvages comme le cow-boy du cinéma. Barack Obama fut quant à lui excellent dans le storytelling – l'histoire d'un vrai président qui va renouer avec l'histoire étatsunienne et lui redonner un dynamisme inouï – mais aussi dans l'art du discours et dans l'utilisation – toute nouvelle lors de sa première élection – du réseautage sur la Toile. Mais le brillant Obama n'a pas vu venir la crise de 2008 et il n'a pas su réconcilier la société américaine. De même, les belles histoires de Nicolas Sarkozy, président volontariste, président amoureux etc. ne lui ont pas évité l'échec.

Si les peuples ne parviennent plus à croire aux belles histoires qu'on fabrique pour eux, que reste-t-il ? Le clash, dans lequel Donald Trump excelle. Dans ses réunions publiques comme à la Maison Blanche, le nouveau président fait étalage de sa brutalité, de sa grossièreté, de son mépris des usages diplomatiques. Ronald Reagan était un héros de cinéma. Barack Obama était l'homme de Facebook. Trump est le roi du tweet qui résume sa communication, loin des grands récits et des histoires édifiantes. Et ça marche, ça marche tellement bien pour tout un public qui n'en peut plus de l'élite personnifiée par Hillary Clinton que le bonhomme a de fortes chances d'être réélu.

Le pouvoir politique s'est aboli dans la communication et la communication s'est réduite au trash. La technicité algorithmique des conseillers d'Emmanuel Macron et la majesté des palais où se produit le président de la start up nation forment de frêles barrières face à la violence trumpienne. D'ailleurs la récente séquence sur le « pognon de dingue » qu'on engloutirait dans les aides sociales montre que l'Elysée s'essaye au trash...

Annette DELRANCK

**Avez-vous pensé
à vous réabonner ?**

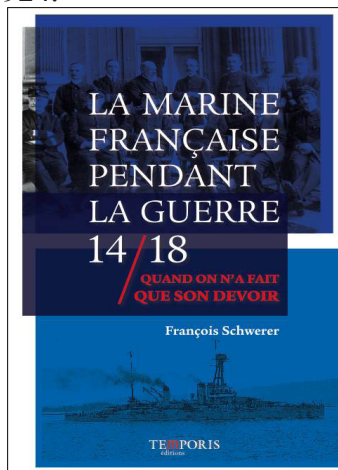
La Marine au combat

Dans la commémoration de la Première Guerre mondiale, n'oublions pas le rôle discret mais efficace de notre Marine. Ses hommes ont bien mérité de la patrie.

Évoquer 14-18, c'est faire immédiatement surgir les tranchées et la bataille si durement gagnée de Verdun. On oublie trop souvent que l'issue d'une guerre mondiale se décide aussi sur les mers et les océans. Le cinéma nous fait souvenir des grandes batailles navales de la Seconde Guerre mondiale – Coulez le Bismarck ; Tora, Tora, Tora – mais celles de la Première ont vite disparu des Mémoires. Il est vrai que ces batailles ont été peu fréquentes – Hélioland, Coronel, Falkland, Jutland – et elles opposèrent les flottes britannique et allemande. Notre Royale n'a pas mené la « bataille décisive » que plusieurs de ses stratèges souhaitaient mais elle a accompli tout au long de la guerre des missions qui ont contribué à la victoire. Spécialiste de l'histoire maritime et petit-fils de l'amiral Schwerer, François Schwerer a retracé dans un livre à la fois savant et accessible (1) ces quatre années de combats glorieux et de missions obscures.

Lorsque la guerre éclate, la Marine est fortement handicapée. Comme elle n'a joué aucun rôle en 1870, on se dit volontiers qu'elle n'en jouera aucun dans le futur conflit avec l'Allemagne. Les débats sur la stratégie sont restés confus et notre flotte, qui occupe le quatrième rang mondial, est en 1914 une « marine d'échantillons » alors que la Royal Navy et la Kriegsmarine sont puissantes, modernes et cohérentes. Les ministres français de la Marine sont de surcroît des incapables et les gouvernements de la III^{ème} République se méfient des

officiers de marine, généralement catholiques et souvent royalistes : le Capitaine de vaisseau Schwerer, sous-chef d'état-major de la Marine qui négocia, sans la moindre instruction de son ministre, l'accord de coopération avec la Grande-Bretagne en août 1914, sera président de la Ligue d'Action française de 1930 à 1936, après avoir été son candidat aux élections législatives de 1924.



Pour la Marine, les conditions d'entrée en guerre sont d'autant plus mauvaises que le chef de la Première armée navale, l'amiral Boué de Lapeyrère, est en désaccord avec son ministre comme avec les Britanniques et doit se résoudre à mener une guerre sans rechercher la « bataille décisive » à laquelle il s'était préparé. La cohérence stratégique et tactique fut établie lorsqu'Aristide Briand, président du Conseil, appela l'amiral Lacaze au ministère de la Marine en octobre 1915 – où il demeura jusqu'en août 1917. Le nouveau ministre comprit que dans une guerre longue et menée sur terre, le rôle de la Marine devait être situé dans le cadre de la stratégie globale : maîtrise des communications par la création d'un service du chiffre, transport des troupes venant de l'Empire, ravitaillement de l'armée, sécurité des approvisionnements, lutte contre les

sous-marins allemands.

Les vicissitudes politiques et technologiques de l'avant-guerre n'empêchèrent pas la Marine de remplir immédiatement toutes les missions qui lui étaient assignées et qu'il lui fallut principalement remplir en Méditerranée. Sur le champ de bataille métropolitain, François Schwerer évoque la magnifique résistance, à Dixmude, des 6 000 fusiliers-marins de l'amiral Ronarc'h qui bloquèrent 30 000 soldats allemands du 16 octobre au 10 novembre 1914 – alors qu'ils avaient l'ordre de tenir quatre jours. Moins connu, l'appui des canonnières de la Marine à l'infanterie tout au long de la guerre et tout particulièrement en Champagne en 1915, à Verdun et sur la Somme en 1916...

Nos marins s'illustrèrent aux Dardanelles sous le commandement de l'amiral Guépratte, tout au long de cette affaire mal conçue et mal conduite par Winston Churchill, alors Premier lord de l'Amirauté. L'échec de la tentative fut sanglant pour les Français comme pour les Britanniques. En revanche, la Marine assura en 1915 à Gallipoli et Durazzo le sauvetage de l'armée serbe, terriblement éprouvée par sa retraite à travers les montagnes balkaniques. Elle assura avec succès le blocage des côtes de Syrie et des colonies allemandes, s'illustra dans la guerre anti-sous-marin en Manche et dans l'Atlantique et joua un rôle décisif dans la protection des convois qui transportaient vers la France les soldats américains.

En 1920, le député Georges Leygues, futur et très grand ministre de la Marine, salua l'héroïsme discret des marins français, sans oublier « nos marins de commerce [qui] ont fait preuve de la même énergie et du même courage. Ils ont accompli, sans défaillance, une tâche écrasante ».

YVES LANDEVENNEC

(1) François Schwerer, *La Marine française pendant la guerre 14-18*, Editions Temporis, 2017.

Afrique du Sud, le 12 juin : Lors d'un discours aux accents très virulents et nationalistes, le roi des Zoulous, **Goodwill Zwelithini kaBhekuzoulou**, a menacé le gouvernement sud-africain d'une guerre si celui-ci persiste dans sa tentative de réforme des terres.

Roumanie, le 16 juin : Véritable triomphe populaire en faveur de la princesse Margarita de Roumanie qui a effectué un voyage à travers la Dobroudja. La « curatrice du Trône » avait rencontré le conseiller du président Klaus Iohannis quatre jours auparavant alors qu'un référendum sur la modification de la Constitution se profile dans le pays. Selon divers journaux, la question de la restauration de la monarchie pourrait être au cœur du prochain débat constitutionnel.

Népal, le 18 juin : Les monarchistes du Rastriya Prajatantra Party et du Rastriya Prajatantra Party (Democratic) sur le point de fusionner de nouveau. Le journal « Online Khabar » a annoncé que les deux partis royalistes rivaux se sont rencontrés et ont formé des comités distincts afin d'envisager leur réunification sur la demande de l'ancien roi **Gyanendra Shah**.

Espagne, le 19 juin : C'est dans le cadre du tricentenaire de la Nouvelle-Orléans et de celui de la ville de San-Antonio que le roi **Philippe VI** et son épouse ont effectué un voyage de cinq jours aux États-Unis. C'est au cours de ce déplacement que lui est parvenu la nouvelle de l'incarcération d'Iñaki Urdangarin, époux de sa soeur l'infante Christine, pour fraude fiscale et abus de biens sociaux. La justice est égale pour tous, a rappelé à cette occasion la Maison du roi.

Frédéric de NATAL



Troisième liste des souscripteurs pour 2018

Jean-Christian Petitfils : 100 € - Patrick Isambert : 100 € - Anne Joannelle : 50 € - Jean-Marc Joubert : 20 € - Arnaud Petit : 30 € - Xavier de Monneron : 100 € - Philippe Favre : 80 € - Michel Retzmann : 500 € - François Gerlotto : 150 € - Jacques Lambalais : 10 € - Andréa Nery-Routa : 20 € - Etienne Parize : 10 € - Marcel Veyrenc : 50 € - Jean-Michel Dejenne : 40 € - Ella Michelletti & Pierre-Henri Paulet : 40 € - Hervé Rumin : 100 € - Alain Housse : 50 € - René Cagnat : 20 € - Paul Vaur : 150 € - François Denoël : 30 € - Paul Vincent : 150 € - Olivier Moulin : 150 € - Robert Gesnot : 30 € - Renaud Rumin : 25 € - Grégory Thomas : 30 € - Arnaud David : 50 € - Albert Forget : 30 €.

Total de cette liste : 2 115 €

Total des trois premières listes : 8385 €

Christophe Barret LA GUERRE DE CATALOGNE



L'ouvrage de Christophe Barret est disponible au prix de 18 € (franco de port), sur notre site (<http://nouvelle-action-royaliste.fr>) ou sur simple demande adressée, par courrier, à nos bureaux.

Pendant tout l'été,
la
Nouvelle Action
royaliste
est joignable
par téléphone :
06 43 11 36 90

Royaliste
Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration
Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 Paris
Tél. : 06 43 11 36 90

Directeur de la publication
Yvan Aumont

Directeur politique
Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint
Christophe Barret

Rédacteur en chef
Marc Sévrien

Com. paritaire : 05 14 - G 84 801
ISSN : 0151-5772

Imprimerie spéciale de la NAR

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse électronique :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

Chèques à l'ordre de : «Nouvelle Action Royaliste». Adresse : Bloc C - Boîte 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

L'Union disloquée

Voilà, ça tire vers la fin. Il n'y a pas lieu de se réjouir, ni de se lamenter. Il était certain que l'Union européenne, incapable de résoudre ses contradictions internes, se disloquerait un jour ou l'autre. Le processus est maintenant engagé. La sympathie ou l'antipathie que nous inspirent ses acteurs n'ont strictement aucune importance. Il s'agit de comprendre autant que possible ce qui va se décider dans l'incertitude, sous la pression d'événements riches d'aléas.

Au siècle dernier, nous avons vivement souhaité que la crise terminale de l'Union soviétique débouche sur une nouvelle organisation de l'Europe continentale, dans la perspective gaullienne de « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural » prolongée jusqu'à Vladivostok. Les thérapies de choc ultralibérales et les guerres civiles, de la Yougoslavie au Tadjikistan, ont ruiné la grande ambition, si peu partagée, d'une Europe des États libérés des impérialismes, réunis et mobilisés pour un commun développement.

Nous voici confrontés à une nouvelle forme de dislocation, irrémédiable quelles que soient les manœuvres de retardement qui seront tentées. La dislocation de l'Union européenne est irrémédiable parce que c'est le centre de son dispositif qui est atteint. La domination allemande, que nous avons maintes fois analysée et dénoncée, n'est plus qu'un mauvais souvenir. Ironie classique de l'histoire : ça casse là où c'était rigide.

C'est l'inflexible patronne de l'Union qui plie sous les attaques et qui paie tout d'un coup ses arrogantes bévues. En 2015, Angela Merkel avait décidé, sans consulter personne, d'ouvrir les frontières allemandes au flux des migrants et la voici contrainte d'agir sous l'ultimatum de son ministre de l'Intérieur, le Bavarois Horst Seehofer appuyé par les gouvernements autrichien et italien. Convoqué en urgence, le sommet qui s'est réuni le 24 juin sans les pays membres du groupe de Visegrad n'a rien donné.

Regardée comme la cheftaine à abattre par l'Italie, l'Autriche et les conservateurs allemands, Angela Merkel est aussi en butte à la vindicte américaine.

Les États-Unis sont le principal débouché des exportations allemandes et Donald Trump veut rééquilibrer les échanges par une guerre commerciale visant principalement l'Allemagne – qui va payer son mercantilisme acharné ou qui négociera directement avec Washington sans plus se soucier de la politique commerciale de l'Union européenne.



Reste le bastion monétaire allemand, qu'on appelle « zone euro ». En apparence, ça résiste mais il y a des signes de dégliscage. Le gouvernement italien s'est installé pour durer, au grand dépit de Bruxelles et Berlin. Il faut certes attendre la publication de ses projets budgétaires pour apprécier ses intentions mais nous observons que deux personnalités hostiles à l'euro viennent d'être nommées à des postes stratégiques : Claudio Borghi aux Affaires budgétaires à la Chambre des députés ; Alberto Bagnai aux Affaires financières au Sénat. Quant à l'accord « historique » passé entre Emmanuel Macron et Angela Merkel sur un éventuel budget de la zone euro, il va rapidement prendre la direction des poubelles de l'histoire puisque les Pays-Bas, la Suède, le Danemark et la CSU bavaroise ont immédiatement fait connaître leur hostilité.

Après avoir réduit au minimum ses prétentions de réforme de la zone euro, Emmanuel Macron va être obligé de faire une croix sur les dérisoires concessions qu'il avait obtenues de l'Allemagne. Nouvel échec, qui s'ajoute aux humiliations subies à la Maison blanche puis à Ottawa après le G7. Alors qu'il avait tout misé sur l'Allemagne, et sur la reconnaissance par Merkel de son génie réformateur, le président des riches, qui nous impose des sacrifices pour « faire l'Europe », va devoir assister à la dislocation de l'ensemble sur lequel il avait plaqué un étrange concept de souveraineté. Pour le malheur de la France et des Français, c'est un dirigeant impolitique qui est placé devant un événement politique capital. Sentant le sol européiste se dérober, il a réagi en insultant les effets dont il chérit les causes – en dénonçant la « lèpre » populiste engendrée par l'ultralibéralisme. Par incompréhension de la crise qui se développe rapidement et par ses provocations, Emmanuel Macron enfonce notre pays dans l'impasse et l'expose à tous les dangers.

Bertrand RENOUVIN